

ALGÉRIE ET LIBYE

Quand des étrangers experts en terrorisme s'y intéressent

Alors que les agences de presse du monde entier diffusaient, dès les premières heures du 17 septembre, deux décisions prises par l'ONU en faveur du CNT libyen, l'une par son Assemblée générale par 117 voix pour, 17 contre et 15 abstentions, l'autre son Conseil de sécurité qui lui a statué à l'unanimité, on apprenait par notre presse du 18 septembre que l'hôtel El Djazaïr a abrité le 17/09/2011, une «rencontre» — c'est le terme utilisé par les journalistes — consacrée à : «La menace terroriste à la lumière de la situation en Libye».

Cette rencontre a été jugée par deux quotidiens tellement importante qu'ils lui ont consacré leur «première» en l'illustrant d'une large photographie. Alors, analysons ce qui a été fait et dit à cette réunion, d'un peu plus près, sereinement et sans passion.

Cette rencontre a été initiée, ainsi que le précise un document intitulé «Déclaration d'Alger», par la présidente du Mouvement algérien de solidarité avec la famille rurale (MFASFR), mais qui en l'espèce, activait comme membre de l'association dite le CIRET-AVT, régie par la loi française de 1901 relative aux associations. Ont assisté à cette rencontre, souligne ce document, «des personnalités engagées, des experts internationaux qualifiés, des représentants de la société civile» ; on y a vu aussi des invités de marque, et selon certains journaux, des diplomates étrangers en poste à Alger... Cette assistance a écouté plusieurs exposés. Les orateurs vedettes semblent avoir été, selon les comptes-rendus de la presse, MM. Yves Bonnet et Eric Denécé. Il faut présenter ces deux experts.

Le premier a été sous la présidence de François Mitterrand, directeur de la DST française durant deux années, puis préfet, enfin député UDF. Entré en affaires après ses échecs électoraux au niveau national et au niveau local, il connut certains déboires judiciaires à la fin de l'année 1997, dans une affaire de «colorants alimentaires». Il

fait aussi partie d'une association pour le développement des relations franco-arabes où on rencontre, rapportent des journaux français, d'anciens barbouzes. Actuellement, il est président d'un organisme privé qu'il a créé et baptisé : le Centre international de recherche et études sur le terrorisme et d'aide aux victimes du terrorisme (CIRET-AVT), cité plus haut. Il est souvent invité sur les plateaux de la télévision française, où il aime bien asséner ses vérités, comme celle selon laquelle les attentats de Lockerbie et du Ténéré (déclaration faite à TV5 le 01/10/2009), sont le fait des Palestiniens Ahmed Jibril et Abu Nidal, en précisant qu'ils étaient financés par l'Iran. Ces deux militants de la cause palestinienne sont morts en 2002 : ils ne peuvent donc pas ni confirmer, ni infirmer ! Et si Kadhafi, quoique non coupable, a accepté de dédommager les victimes, c'était de sa part «une simple réaction de Bédouin» ; il voulait, en payant cash les ayants droit des victimes, que l'on classe une fois pour toutes ces deux affaires de terrorisme qui le gênaient dans ses efforts tendant à briser l'isolement dans lequel il se trouvait alors. Le second orateur vedette de cette rencontre d'un genre si particulier était officier de renseignement analyste au secrétariat général du ministère français de la Défense. Mais il a fait aussi du terrain, puisqu'il a travaillé au Cambodge contre la guérilla communiste et en Birmanie pour la protection de Total contre la guérilla locale. Ceci est inscrit dans son C.V que tout le monde peut consulter sur internet. De plus, il a récemment déclaré lors d'une interview donnée à une publication tunisienne *La Tribune* consultable sur internet, qu'il n'y a pas eu de révolution ni en Tunisie, ni en Egypte, mais plus trivialement des coups d'Etat militaires. Heureusement que des télévisions et nos ordinateurs nous ont permis de voir «en live» le déroulement des événements tant en Tunisie qu'en Egypte, faute de quoi on l'aurait peut-être cru sur parole ! Argumentant, il révèle que si les chefs de ces deux armées n'ont pas fait tirer sur le peuple, c'est parce qu'ils ont décidé de laisser le peuple accomplir ce que eux-mêmes voulaient : se débarrasser des deux présidents aujourd'hui déchus. Si

je comprends bien ce message de cet expert, les armées des pays arabes se moquent des aspirations de leurs peuples, et n'existent que par et pour le pouvoir. Pour être plus précis, il ajoutait qu'il pensait que les armées de ces deux pays s'inspiraient de l'armée turque qui, selon lui, s'est accommodée d'un gouvernement islamiste avec lequel elle partage le pouvoir. Sauf qu'il oublie de signaler que depuis que le parti AKP est au pouvoir, il y a plus de 200 officiers dont des généraux inculpés et mis en prison pour complots et tentatives d'atteinte à la sûreté de l'Etat ! Cet expert a lui aussi un organisme privé appelé le Centre français de recherche sur le renseignement (CF2R) ; ce centre effectue sur commande de clients divers, des études de renseignement et de sécurité spéciale.

Ce qui est plus intéressant, c'est que MM. Bonnet et Denécé ont effectué avec quelques autres personnes, deux visites en Libye. La première a eu lieu du 31/03 au 06/04 à Tripoli ; la seconde à Benghazi du 19/04 au 23/04, soit au total 12 jours de mission. On dit que cela a eu lieu à l'initiative du CIRT-AVT, du CF2R et d'un centre méditerranéen pour la paix. Mais on ne sait toujours pas aux frais de quelle personne ou de quel organisme cela s'est fait. En plus clair, puisque le CIRT et le CF2R travaillent sur commande, on aurait dû préciser qui a pourvu aux frais de voyage et de séjour du comité d'experts, qui comprenait six personnes : trois Français, une Algérienne, une Bulgare et un Belge.

Ces visiteurs ont à l'issue de leur tournée établi un rapport d'une quarantaine de pages dans lesquelles ils distribuent des louanges aux uns et lancent des anathèmes aux autres. Si la Tripolitaine a leurs faveurs, la Cyrénaïque (plus arabe ? Plus musulmane ?) est présentée comme un second Afghanistan, voire une nouvelle Somalie. Bien entendu, Kadhafi est lui, sinon un «despote éclairé», du moins un despote «généreux» ; grâce auquel, les Libyens mangent à leur faim, ont chacun un logement, un véhicule automobile, et un travail ; ce qui explique, laissent-ils entendre, que les Libyens ne sont jamais sortis dans la rue pour revendiquer quoi que ce soit ! M. Bonnet a même dit, au

Par Zineddine Sekfali

cours d'une interview : Kadhafi a accepté d'être notre bouclier protecteur contre Al-Qaïda et contre l'émigration clandestine !!! La France le lâche : quelle ingratitude !

Du point de vue politique, les rédacteurs du rapport d'expertise nous apprennent que Kadhafi Seïf el Islam avait chargé un groupe de personnalités — toutes étrangères — de lui préparer un projet de Constitution très libérale, dit-on. Tiens donc : on croyait que tout allait pour le mieux dans la meilleure Libye du monde et qu'il n'y avait ni revendications sociales ni politiques !

Que les membres de ce comité d'experts CIRT-AVT/CF2R aient des raisons d'en vouloir à tel ou tel membre du CNT ou à tout le CNT, on peut le comprendre, voire l'admettre. Mais qu'ils fassent une impasse totale sur les défections de Moussa Koussa, de Ali Triki, Abdeslam Djalloud, tous très connus dans leur pays tout comme chez nous, et de taire les multiples défections de ministres, d'ambassadeurs et de cadres de l'administration et du secteur économique, c'est de la partialité pure et simple. Ces omissions délibérées entachent, à elles seules, ce rapport de nullité absolue. Les Algériens qui savent bien qui sont les hommes comme A. Djalloud, A. Triki, Moussa Koussa, Chelgham, etc. trouvent pathétiques les affirmations de MM. Y. Bonnet et E. Denécé, sur les révolutions arabes de manière générale et sur les Libyens de façon particulière ; ils ne peuvent par ailleurs que rejeter leurs prévisions si excessivement alarmistes, à propos de l'avenir de la Libye, des pays voisins et de l'Algérie. Excusez-nous s'il vous plaît, mais comme on dit : on en a connu d'autres !

Je terminerai cette réflexion et ces observations à propos de la rencontre d'experts tenue dans un grand hôtel d'Alger le 17/09/2011, en plagiant un proverbe bien connu et que chacun devinera facilement : «Si on ne choisit jamais ses adversaires, on peut et on doit toujours choisir ses amis !»

Z. S.

Le constat d'un Algérien né après 1962

Je constate qu'on a obtenu l'indépendance après un sacrifice énorme en vies humaines faisant suite à une longue période de domination étrangère marquée par la succession des occupants vandales, romains, byzantins, turcs et français.

Je constate qu'après cette longue période de domination étrangère, le pays s'est retrouvé en 1962 avec une population rurale, à majorité analphabète et sans formation.

Je constate que les débuts de la jeune République algérienne indépendante se sont faits dans la douleur et la difficulté dans la mesure où le problème de la représentativité politique s'est rapidement posé.

Je constate la sincérité de ceux qui ont pris le pouvoir dès 62 malgré leur manque de formation et d'expérience.

Je constate les mauvais choix politiques, économiques et socio-culturels qui ont empêché le pays de se moderniser et de se développer.

Je constate que l'absence de projets de modernité nous a enfoncés dans plus de conservatisme et d'extrémisme.

Je constate à quel point notre

population est jeune, marginalisée et démoralisée.

Je constate à quel point nos dirigeants sont avancés en âge, fatigués et usés par le pouvoir.

Je constate qu'on a oublié de penser à la relève et qu'on a sacrifié des générations de jeunes compétences.

Je constate que le pays va mal et que la crise politique née du problème de représentativité a débouché sur une crise sociale, morale, économique et culturelle.

Je constate notre échec dans tous les domaines malgré nos potentiels humains, naturels et géopolitiques.

Je constate que sans le pétrole, l'Algérie est à peine au même rang qu'un pays du Sahel.

Nous ne produisons presque rien. Nous importons pour 8 milliards de dollars de produits alimentaires.

Je constate que notre commerce se base sur l'import-import

et que des produits simples comme les clous ou les marteaux sont fabriqués ailleurs que chez nous.

Je constate l'énorme crise qui touche l'Europe et les Etats-Unis d'Amérique.

Je constate que la population chinoise représente 24% de la population mondiale, alors que la superficie de ce grand pays ne représente que 7% de l'ensemble du territoire mondial.

Je constate que notre faiblesse qui contraste avec l'immensité de notre territoire et l'importance de nos réserves en énergies risquent d'attirer vers nous d'autres occupants venant de Chine ou d'Occident.

Je constate que l'Algérie est tétanisée par les révolutions qui se produisent à nos portes. Les dirigeants ont peur de lancer des réformes qui risquent de perturber cette stabilité précaire. La population, de son côté, garde en mémoire les événements sanglants de la décennie noire et ne bouge pas de peur de représailles. Cet immobilisme destructeur risque de durer et d'aggraver un peu plus la crise algérienne.

Je constate que le changement est devenu une urgence absolue. Notre jeunesse souffre, notre économie est malade et les Chinois ainsi que les Occidentaux ont des besoins de plus en plus importants en territoires et en énergies et que notre pays risque de devenir une proie facile pour ces puissances.

Je constate que si on ne fait rien, l'existence même de l'Algérie risque d'être menacée.

Je constate qu'il faut éviter une révolution qui risque d'être brutale, douloureuse, coûteuse et très déstabilisatrice. Les démocrates de tous bords et l'armée qui est la colonne vertébrale du régime doivent appeler à un compromis politique dans le cadre d'une mutation pacifique et instaurer ainsi une démocratie évolutive.

Je constate que si la conduite automobile existe pour les jeunes conducteurs, la démocratie accompagnée devrait exister pour les jeunes peuples.

Je constate qu'on peut instaurer une nouvelle Constitution qui consacrera le système parlementaire. L'ensemble évoluera par étapes sous l'œil vigilant d'un

haut conseil de la sécurité et de l'orientation. Les membres civils et militaires de ce conseil sont élus démocratiquement. Les candidatures de ces sages se feront en fonction de leurs publications et des services rendus à la nation. Les sages civils et militaires se chargeront de contrôler la conformité des lois par rapport à l'esprit de la nouvelle Constitution. Ils interviendront en cas de poussées extrémistes. Les membres élus de ce conseil procéderont à un vote local pour désigner le président de la République. Ce dernier aura un rôle honorifique et ne gouvernera pas. Il interviendra pour d'éventuels arbitrages en cas de crises politiques. Le Premier ministre issu des élections législatives gouvernera et rendra des comptes au Parlement élu.

Je constate que contrairement aux pays voisins, l'Algérie peut anticiper en assurant une mutation pacifique qui assurera la relève, la stabilité et le progrès.

Docteur Abdelhak Serrab, médecin

abdelhakserrab@hotmail.com